

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 71 (1991)
Heft: 2: 700 ans, et après?

Artikel: La presse suisse : quel avenir?
Autor: Gross, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887017>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La presse suisse : quel avenir ?

François Gross, Journaliste

Les journalistes ont raté ce "scoop". Sans qu'ils le sachent, trois hommes se sont rencontrés sur une prairie pour sceller un pacte d'importance historique. Il est vrai que la sagesse asiatique dit que "les commencements ne sont jamais discernables" et que les médias, à cette époque, n'existaient pas. Mais, surtout, les pères fondateurs de ce qui allait devenir la Confédération suisse étaient déjà d'authentiques dirigeants politiques suisses.

Ils redoutaient, par conséquent, qu'on ne donnât de cet événement un compte rendu à leurs yeux, pas assez complet et suffisamment objectif ; qu'on ne mît pas, au bon endroit, un accent positif et, à tout le moins, équilibré ; qu'on ne personnalisât trop une œuvre collective pour ne pas dire collégiale. Ils comptaient donc sur les vertus du bouche à oreille pour diffuser dans le menu peuple le message reçueilli sur le Sinaï des Quatre-Cantons. Pour l'officialiser, il y avait les hérauts et pour le confier à la postérité, des chroniqueurs dont on s'attachait la bonne grâce par l'argent et les honneurs. Les hommes des vallées étaient courageux mais nullement téméraires. L'indépendance qu'ils cherchaient à obtenir, en l'arrachant s'il le fallait, ne devait pas être compromise par des initiatives individuelles.

Si l'on se permet de caricaturer ce passé, au demeurant mal connu, c'est que l'on se demande, à l'occasion de ces 700 ans, ce qui a tellement changé. L'imprimerie est venue, qui a bousculé les priviléges du savoir ; la radio puis la télévision ont bouleversé le

paysage de la société des hommes. Mais la nature humaine, elle, est restée ce qu'elle était dans les cantons de la primitive alliance. Le moule ne s'est pas cassé, dans lequel se fond *l'homo helveticus*. Le maître mot : "Moins on en dit, mieux ça vaut" est toujours d'actualité.

La "liberté chérie", chantée dans les strophes patriotiques c'est, en termes exacts, l'indépendance du pays. Les libertés fondamentales - dont ont fait, maintenant et à juste titre, tant de cas - n'ont pas été constamment la préoccupation majeure des Suisses. Ils y voyaient comme une menace pour cette cohésion fédérale d'autant plus recherchée qu'elle ne découle pas des sources qui, ailleurs, ont alimenté l'unité nationale. Ainsi s'explique, qu'une fois l'imprimerie inventée, les cantons de la Confédération n'ont pas été de hardis précurseurs en matière de presse écrite (Neuchâtel, ou l'édition séditionneuse et frondeuse avait ses lettres de noblesse, n'était pas encore un canton suisse). Les patriciens et les familles bourgeois régentaient de petites républiques où il ne faisait pas bon d'exprimer à haute et intelligible voix ce qu'on avait sur le cœur. Il en fallait peu faire pour être taxé d'agitateur. Quant aux affaires confédérales, il était, une fois pour toutes, entendu qu'elles étaient confiées à des personnes de qualité et qu'il n'était pas question d'envenimer les querelles entre cantons par des publications intempestives.

Les historiens trouveront des exceptions. Il y en a. Mais le climat général à l'endroit des imprimés périodiques n'était pas favorable. Aujourd'hui encore, le citoyen auquel l'électeur a

confié une parcelle de pouvoir professait une ignorance des opinions où l'ignorance le dispute à l'intolérance voire à la méchanceté. Et il n'y a pas longtemps qu'un canton romand, s'estimant injustement traité par les médias dans une scandaleuse affaire, en appelait à la solidarité confédérale pour en obtenir un meilleur traitement. Cela lui semblait plus important que l'assainissement d'une administration corrompue. On ne comprend rien à la Suisse, si l'on ne se répète pas quotidiennement qu'elle est exiguë, que les gens s'y connaissent comme les habitants d'un même village et que la mentalité y est majoritairement campagnarde même si les villes, maintenant, dominent le pays.

Cette réalité imprègne le paysage médiatique. Une mission avait été tacitement ou non assignée aux journaux, à la radio puis à la télévision : faire "descendre" vers l'administré la parole de ses autorités, le motiver pour participer à la vie de la cité, resserrer les liens entre les cantons et entre les régions ethniquement différents.

Friedrich Dürrenmatt a choqué quelques notables particulièrement chatoiseux en comparant la Suisse à une prison où les détenus seraient devenus leurs propres gardiens. On ne heurtera pas la corporation journalistique suisse en étendant l'image aux moyens d'information. Editeurs, journalistes et directeurs des radios et télévisions se sont investis d'un rôle qui ne leur est pas en priorité dévolu. Ils se voient comme les co-responsables de la bonne marche de l'entreprise Suisse S.A. Il est vrai que la santé d'une démocratie est fonction de la qualité de l'information reçue par les citoyens. Cela n'implique pas pourtant pour les gens de presse l'exercice d'un magistère civique leur imposant des restrictions professionnelles autres que celles admises par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Mais n'est-ce pas déjà du passé ? Des journaux disparaissent parce qu'ils n'étaient que des bulletins de paroisses politiques. On pleure leur mort au nom de la diversité de la presse, mais on se devrait d'ajouter qu'ils avaient sacrifiés à des intérêts particuliers le service que le lecteur attendait d'eux. Des organes de presse sont menacés mais la vérité oblige de préciser qu'ils ont, trop longtemps, pratiqué des prix qui devaient



LA PERFORMANCE : NOTRE VOCATION

Avec un budget de recherche de plus de 7 milliards de francs, CIBA-GEIGY, un des leaders mondiaux de la chimie fine, est engagé dans la course à la performance. Pharmacie, agriculture, matières plastiques, additifs, pigments, colorants et produits chimiques : autant de domaines où nous nous impliquons.

Créativité, qualité, innovation et protection de l'environnement sont notre vocation et plus que jamais de solides atouts pour gagner aujourd'hui et demain.

CIBA-GEIGY

2 et 4 rue Lionel Terray, 92506 Rueil Malmaison Cedex.
Tél. : (1) 47.52.30.00.

tout à la publicité - ou presque - et trop peu à l'acheteur. Des monopoles locaux tremblent mais c'est en partie pour s'être faits les porte-voix de baronnets et y avoir perdu en crédibilité. Les radios et télévisions de services publics ont des caisses sèches et on les enserre dans un corset qui les étouffe.

L'information, dans la Suisse du 700^e, est à l'image du pays: elle est à une croisée de routes. Les habits du 19^e siècle tombent en haillons. Ils ont bien tenu le coup. Ils ont traversé le 20^e, élimés, rapiécés mais solides, taillés dans des étoffes qu'on ne trouve plus sur les marchés. Les prochaines années seront impitoyables. Ceux qui sauront se transformer et lancer du nouveau auront des chances de survivre. Les autres iront peupler les cimetières. Seule une bonne dose de pessimisme conduit à l'utopie.

Il n'est plus possible de considérer le lecteur, l'auditeur et le téléspectateur comme un récipient dans lequel une presse-entonnoir verse de l'information provenant d'une bouteille d'appellation contrôlée. Les femmes et les hommes qui vivent en Suisse sont des enfants gâtés de la formation professionnelle. Rompus à l'informatique, bardés de certificats et de diplômes, profitant de leurs loisirs pour voyager, ils en savent, souvent, bien davantage que les journalistes. *Ils ne pardonnent pas la médiocrité, l'à-peu-près, la futilité et le "bla-bla" des préches.* Ils savent le mal produit par le mensonge. Ils sont, pour longtemps, sous le choc des révélations sur le fonctionnement de la police politique et de l'armée d'un pays qui se voulait non seulement différent mais meilleur que les autres. Ils ne supportent pas qu'on ne leur présente qu'une face des événements, qu'on leur en cache les implications. On les a instruits; ils veulent se conduire en adultes dignes de cette chance, de ce privilège. On leur accorde, dès 18 ans, le droit d'aller aux urnes pour élire des représentants et se prononcer sur des lois et des articles constitutionnels. *À cette génération-là, on ne s'adresse plus, comme on le faisait il y a un demi-siècle, aux rescapés apeurés, d'une crise économique et sociale, plongés dans les frayeurs de la guerre environnante. Il leur faut un autre langage.*

Quelles conséquences en tirer? d'abord hausser de plusieurs échelons la barre d'entrée dans le journalisme et

dans l'édition de presse. Ces métiers ont une fonction capitale à remplir dans une démocratie. Ils demandent compétence intellectuelle, vertus morales et formation solide. Dans un pays où il existe une "maîtrise" de capacité pour les concierges d'immeubles, les milieux professionnels de l'information ont à faire mieux encore ce qu'ils font déjà: préparer eux-mêmes - et avant que l'Etat ne s'en mêle - des éditeurs et des journalistes à la hauteur de leur tâche. Ce serait, du même coup, redonner du prestige à une profession qui ne jouit pas de la considération du public si l'on en croit les résultats d'un sondage situant les journalistes en queue de peloton en compagnie des vendeurs de voitures d'occasion.

Cette exigence d'une meilleure formation, de base autant que professionnelle, implique une conversion, une inversion dans l'ordre des investissements. *La presse suisse a toutes les raisons d'être fière de la qualité technique de ses instruments d'impression. Elle souffre, cependant, d'une surcapacité de production.* Il n'est certes pas indifférent qu'un journal soit maître de sa presse, qu'on ne puisse l'atteindre dans sa liberté par le biais d'une entrave à son impression. Mais, dans un régime démocratique qui ne semble pas être en passe de ne l'être plus, il n'y a pas lieu de craindre en priorité ce type de menace.

Est-il vraiment indispensable que, dans l'arc jurassien de langue française (Yverdon, Neuchâtel, la Chaux-de-Fonds, Biel, Delémont, Porrentruy) six rotatives roulent pour sept quotidiens à quelques kilomètres de distance? Et l'on pourrait citer d'autres exemples de cette surabondance qui contient, elle aussi, un danger non seulement pour la liberté mais aussi pour l'existence d'une publication.

Comment ne se poserait-il pas des questions le citoyen qui est au courant de certains cas de prodigalité pour l'équipement technique et de rapacité, voire de mesquinerie, quand il s'agit de la rémunération de femmes et d'hommes spécialistes de l'information? Comment ne s'étonnerait-il pas celui qui a vu, au cours des dix dernières années, des éditeurs et certains de leurs journalistes s'aventurer sur la corde raide du multimédialisme (radios locales), sur les passerelles branlantes des parainages, sportif et autres, ou sur les frêles embarcations de magazines bas de gamme? Trop d'erreurs

ont été commises qui rendent peu crédibles les jérémiaades d'une conjoncture soudain boudeuse.

Si la presse n'est pas un produit comme un autre, la gestion d'une entreprise de presse doit se donner des règles différentes de celles d'une fabrique de savonnettes. *Tout y doit tendre vers l'accomplissement d'une exigence essentielle: fournir la meilleure information possible à un lecteur qui n'est ni un demeuré ni un barbare.* Quoique l'on puisse penser de sa présentation et de son orientation idéologique, la "Neue Zürcher Zeitung" est, dans cet ordre d'idée, un exemple qu'il faut citer. Tout y est conçu pour le maintien et l'amélioration rédactionnelle du journal; ce qui n'exclut pas - bien au contraire - le profit mais le met en perspective. L'augmentation constante du tirage de ce quotidien austère et peu avantageux et la stagnation parallèle d'une feuille de boulevard qui a révolutionné en son temps le paysage médiatique suisse, devraient être sujets de méditation et d'encouragement pour ceux qui ont l'audace et l'argent et se préparent à enrichir d'un nouveau titre la panoplie des 18 quotidiens de langue française (pour 1 170 000 francophones). Leur réussite ou leur échec auront une influence déterminante sur leurs concurrents, soit en les contrainquant à une amélioration de leur offre au lecteur, soit en provoquant une détérioration qui, à la longue se traduirait par un avachissement de l'esprit.

Le choix n'est pas différent pour la radio et la télévision. La crise financière traversée actuellement par la Société suisse de radiodiffusion peut la faire basculer du côté des régies officielles. C'est une des possibilités et non des plus plaisantes. Elle peut, aussi, provoquer un sursaut vers des programmes généralistes de qualité, offrant moins mais mieux.

La démocratie repose sur une certaine idée de l'homme. Qu'on le tienne pour un pourreau vautré dans la fange et nourri de détritus et l'on est dans un système fondé sur le mépris, qui ne peut être démocratique. Ou "la pensée fait la grandeur de l'homme" (Pascal) et la presse participe à cette grandeur en aiguisant la soif du citoyen pour une démocratie toujours plus juste.